

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 27 MARS 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Hommage au premier des Frondeurs**
- 2) **Elle ne laisse pas faire...**
- 3) **Le meilleur orateur des présidentielles**
- 4) **Sortir de cette crise politique**
- 5) **Le journalisme est-il mort à cause...**
- 6) **La force « tranquille » du Peuple...**

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) **Obsèques d'Henri Emmanuelli : l'adieu à une certaine idée de la gauche**



Mont-de-Marsan (Landes), samedi. Le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, réconforte Benoît Hamon, dont Henri Emmanuelli était le mentor.

## **François Hollande et Benoît Hamon ont assisté, samedi dans les Landes, aux obsèques d'Henri Emmanuelli, frondeur historique du PS.**

La gauche est en deuil. C'est l'un de ses symboles que l'on enterre, samedi après-midi, sous la pluie. A l'intérieur du gymnase François-Mitterrand de Mont-de-Marsan (Landes), ils sont environ trois mille à attendre, l'air grave. De vieux messieurs en béret noir, des dames aux yeux embués. Il y a là huit ministres du gouvernement, la direction du PS, des députés, des sénateurs, d'anciens collaborateurs de celui qui fut le frondeur historique de leur parti.

Tous sont venus rendre un dernier hommage à Henri Emmanuelli, mort mardi à l'âge de 71 ans. Quand son cercueil pénètre dans l'enceinte sportive, une salve d'applaudissements retentit. Puis François Hollande fait son entrée, aux côtés de l'épouse du défunt. Derrière, les enfants de l'ancien président de l'Assemblée nationale, puis le Premier ministre Bernard Cazeneuve qui avance à petits pas, main posée sur l'épaule de Benoît Hamon, héritier politique d'Emmanuelli. Il fut son mentor, un de ses rares soutiens de poids dès le premier tour de la primaire. *«Un personnage à la fois entier et d'une immense tendresse, insiste le candidat socialiste. Il savait transmettre. Ce n'est pas courant. A la fois pour un homme, et pour un homme politique.»*

Jouées par une fanfare cuivrée, les notes de l'hymne de l'aviron bayonnais inondent les lieux. Au premier rang, le chef de l'Etat fait face au cercueil en bois. Xavier Fortinon, président par intérim du conseil départemental des Landes, prend la parole. *«La gauche perd un de ses phares. Emmanuelli n'était pas de ceux qui changent de cap au gré des vents»*, lâche-t-il avant de rapporter une anecdote que cette figure de l'aile gauche du PS aimait à raconter : *«Enfant, je me suis fait enlever le petit doigt, disait-il. Celui que l'on met sur la couture du pantalon.»*

### **Ami de Hollande, mais pourfendeur de sa politique**

François Hollande écoute, regard perdu. Il a fait le saut de puce depuis Rome, juste avant de repartir vers l'Asie du Sud-Est, pour pouvoir rendre hommage à Emmanuelli. Un ami personnel, certes. Autant qu'un pourfendeur de sa politique,

lui qui ne cessa de fustiger ce qu'est devenu le PS durant son quinquennat. Un *«parc à moutons»*, *«dans un coma profond»*, taçait Emmanuelli. Frondeur jusqu'au bout des ongles. C'est pourtant sa mémoire que François Hollande doit honorer, neuf mois après les funérailles de Michel Rocard, autre emblème de son parti, à moins de deux mois du terme de son mandat, dans une ambiance de crépuscule.

*«C'est le président des chrysanthèmes»*, pique un membre de la délégation gouvernementale venue de Paris pour l'occasion. *«Il pratiquait l'énerverment avec talent, et la colère avec*

de : Laurence [mauriaucourt-http://bellaciao.org](http://bellaciao.org)

*méthode. Il voulait une société plus juste, où l'égalité serait réelle»*, discours Hollande. Qui tente de les réconcilier politiquement. *«Pour lui comme pour moi, le redressement n'a de sens que s'il permet la redistribution. La compétitivité n'a d'intérêt que si elle favorise l'emploi. Et si des sacrifices doivent être demandés, c'est à ceux qui ont le plus, et pas à ceux qui ont le moins.»* Une

**Le Parisien**

## **II) La fille de Jean-Luc Mélenchon assigne un élu de l'Essonne pour diffamation**



Histoire de tenter de sauver l'honneur de François Fillon, Christian Schoettl, maire centriste d'un village de l'Essonne, n'a rien trouvé de mieux que de divulguer une fausse rumeur, laissant croire que Jean-Luc Mélenchon avait lui-même fait embaucher sa fille au sein d'une administration. Maryline Camille Mélenchon a immédiatement démenti et retracé son parcours professionnel sur Facebook. C'est à lire.

Christian Schoettl, maire centriste aux pratiques polémiques du village de Janvry, dans l'Essonne, et ancien conseiller départemental, pour voler au secours de François Fillon, a cru bon de jeter l'opprobre sur Jean-Luc Mélenchon et sa fille. Ainsi dans un entretien réalisé et publié le 22 mars par le magazine Capital a affirmé que « Jean-Luc Mélenchon est une espèce de matamore qui dénonce les dérives de ses adversaires en oubliant qu'il a fait à peu près la même chose ». « Quand je l'ai entendu, le 1er mars, déclarer depuis Concarneau, dans le Finistère, que les électeurs de droite « auraient le droit d'avoir un candidat qui puisse être présentable », j'ai pensé qu'il avait perdu la mémoire ou qu'il avait un sacré culot. Alors, on va lui faire une piquûre de rappel, et lui parler de sa propre désinvolture. Parce qu'en décembre 2009, c'est sa fille Maryline qu'il a fait embaucher par le conseil général de l'Essonne », a affirmé Christian Schoettl, au journaliste qui a repris cette pseudo-information sans sourciller.

Cette allégation a rapidement été relayée sur les réseaux sociaux via quelques sites de presse. Et c'est sur le réseau Facebook, que la fille du candidat de la France Insoumise a tenu à réagir d'elle-même.

Voici l'intégralité du texte posté par Maryline Camille Mélenchon, jeudi 23 mars, intitulé « Ma réponse aux attaques ignobles ».

Publié ici : <https://www.facebook.com/notes/mary...>

« Je suis contrainte, par cette voie, de réagir à une attaque ignoble dont j'ai été l'objet. Ces mots seront les premiers et les derniers publiés à ce sujet. En effet, l'affaire est devant la Justice. J'ai été autorisée, par une Ordonnance d'un juge au TGI de Paris, à assigner Christian Schoettl en « référé d'heure à heure » pour diffamation. C'est une procédure exceptionnelle, prévue pour les cas où le préjudice est grave et imminent. La démarche a pour objet de faire cesser un trouble manifestement illicite.

Dans une vidéo que M. Schoettl a publiée sur son

compte YouTube spécialement créé à cet effet puis dans une interview au site Capital, le Maire de Janvry (Essonne) me traîne dans la boue en m'associant à l'affaire Fillon et en m'accusant de bénéficiaire de népotisme. C'est clairement fait pour me déshonorer, ainsi que mon père, je ne suis pas dupe. Et c'est d'autant plus insupportable de la part d'un élu qui s'est fait remplacer par son fils dans son siège de conseiller général après avoir été condamné à un an d'inéligibilité par le Conseil d'Etat.

L'idée que j'aie pu bénéficier de privilèges dus à la personnalité de mon père m'est proprement insupportable. Les préjugés ont la vie dure, mon nom m'a plus souvent fermé des portes qu'il m'en a ouvert, d'autant que je n'ai jamais cherché à tirer profit de ce nom. Je suis fonctionnaire territoriale. J'ai passé le concours d'adjoint administratif (catégorie C) dans les mêmes conditions que les autres candidats et, évidemment, Jean-Luc n'avait aucun pouvoir sur ma réussite ou non au concours.

M. Schoettl affirme que j'ai démenagé de Lyon à l'Ile-de-France parce que j'avais perdu « lamentablement » une élection. C'est totalement faux. En réalité j'ai été élue aux municipales de 2008 et contrainte de démissionner en 2009. Je voulais revenir chez moi en Essonne car le père de mon enfant de 18 mois s'y trouvait et que notre famille était éclatée par la distance.

J'ai été recrutée au Conseil général par voie de mutation selon les règles normales de la fonction publique territoriale. Dès mon recrutement M. Schoettl avait pourtant indiqué dans une note de blog le numéro du standard du département en demandant à ses lecteurs d'appeler pour se faire expliquer les missions qui étaient les miennes à l'époque. J'étais donc allé voir la standardiste pour m'excuser par avance auprès d'elle des appels supplémentaires à venir qu'elle devrait me transférer afin que je puisse renseigner les curieux sur mes missions. Il n'y en eut pas un, mais passons. M. Schoettl sait très bien, également, qu'au moment de ma mutation, Jean-Luc n'est plus élu au Conseil général depuis plus de 5 ans et qu'il a déjà quitté le PS qui gère cette collectivité.

Je récapitule. En novembre 2009, après avoir envoyé des lettres de candidatures spontanées dans plusieurs communes, et avoir échangé avec plusieurs anciens collègues, je suis reçue pour un entretien d'embauche sur un poste administratif au Conseil départemental de l'Essonne. L'entretien se passe bien et je suis recrutée au 1er décembre 2009 par voie de mutation puisque c'est

la règle pour les fonctionnaires titulaires de la fonction publique territoriale. Au 1er décembre donc, je quitte les effectifs de la Région Rhone-Alpes pour intégrer ceux du Département de l'Essonne. Comme c'est la règle, je suis rémunérée conformément à mon grade : 1 300 €.

En 2010 je réussis l'examen professionnel de Rédacteur (catégorie B).

Fin 2012, mon compagnon et moi avons l'envie de prendre l'air et reconstruire autre chose ailleurs. Cette fois c'est le Jura qui nous attire. Pendant l'année 2013, je vais postuler sur 9 postes différents, et participer à au moins 4 entretiens d'embauche avant finalement de décrocher un poste au sein du Conseil départemental du Jura. J'ai donc quitté les effectifs du conseil départemental de l'Essonne et intégré par voie de mutation les effectifs du Conseil départemental du Jura.

J'ai la chance d'avoir appris très jeune à cloisonner mes activités. Aussi, la couleur politique de mon employeur ne m'empêche pas de donner le meilleur de moi-même. Je travaille pour l'intérêt général, au service du public. Je sais d'expérience que quels que soient mes efforts à ne devoir rien à personne je ne peux pas lutter contre la force des préjugés. Je ne suis ni présidente de l'EPHAD, ni sur un emploi fictif à forte rémunération. Je suis rédacteur de la FTP, je gagne 1600€ net par mois, je bénéficie d'un 13e mois, j'ai 23 jours de RTT, 27 jours de congés et une conscience professionnelle développée. Hormis mon compte Facebook, je ne participe pas à la vie publique. Je m'applique dans mes engagements personnels, professionnels et militants.

Et j'aimerais qu'on me laisse en paix.

Je suis absolument désolée qu'un élu essonnien, pour exister sur la scène nationale, se serve de moi pour attaquer le candidat de la France Insoumise en me diffamant. Je m'étonne que des médias aient relayé ces mensonges, sans aucune précaution par rapport au personnage, ni souci de vérifier les faits.

Chaque choix de ma vie est fait avec à l'esprit qu'il engage plus que moi. Ma conduite est respectueuse des règles, et des lois. Je voudrais assurer tous les insoumis du fait qu'ils peuvent continuer à être fiers de leur mouvement, et de leur candidat. »

<http://www.humanite.fr/la-fille-de-...>

### III) Présidentielle: Mais où diable Mélenchon a-t-il appris à être un orateur de génie?



Jean-Luc Mélenchon, le 18 mars sur la place de la Bastille. — Michel Euler/AP/SIPA

**Le leader de la France Insoumise fait forte impression par son talent littéraire et son sens de la répartie...**

Lundi, il enchantait le premier grand débat de la présidentielle avec « les pudeurs de gazelle » d'Anne-Claire Coudray au moment d'évoquer les casseroles judiciaires de François Fillon et Marine Le Pen. Mardi, on apprenait que pour son essai micro, Jean-Luc Mélenchon avait choisi de déclamer un poème d'Apollinaire, « Sous le pont Mirabeau coule la Seine, et nos amours faut-il qu'il m'en souvienne... ». Mercredi, le leader de la France insoumise récoltait une standing ovation en traitant gentiment les étudiants de l'Essec de « suppôts du capitalisme ». Vendredi matin, l'ancien étudiant en philosophie enchaînait les dédicaces de son dernier ouvrage De la vertu au Salon du livre.



nul. @InsafOoQuel gamin Mélanchon <3  
#LeGrandDebat

C'est ce qu'on appelle pudiquement « une belle séquence » dans le milieu, et c'est un euphémisme : cette semaine, la France qui

l'ignorait a découvert le tribun Mélenchon et son aplomb de conquérant hâbleur, si sûr de sa suprématie dans l'arène des débatteurs. Ça ne lui fera peut-être pas gagner l'élection, mais au moins le concours d'éloquence de cette campagne jusque-là tristounette en bons mots, en plus d'être privée de son meilleur humoriste, François Hollande, « Monsieur petite blague », ce qui ne doit pas y être pour rien.

### Meneur de la révolte en mai 68

Il faut dire que Mélenchon travaille ses talents oratoires depuis un bail. Mai 68 dans le Jura. Jean-Luc est en première, et il trouve que ça ne bouge pas assez au lycée Rouget-de-L'isle. Le futur sénateur et député européen prend lui-même les rênes du combat. « Nous, on faisait la fête pendant que lui préparait déjà la révolution », sourit en y repensant Roger Rey, en terminale à l'époque. Le maire de Conliège, pas loin de Lons-le-Saunier, se souvient d'abord de ses envies de liberté. « On était encore en uniforme, il fallait se mettre en rangs, les filles et les garçons étaient séparés, c'est surtout ça qui nous poussait. Et en ce qui me concerne, l'orchestre de jazz du lycée, où je jouais de la batterie. Jean-Luc était beaucoup plus politisé. »

« J'étais un révolté plus qu'un marxiste », raconte Mélenchon en se retournant sur le jeune homme qu'il était à l'époque. Mais un révolté qu'on pousse devant la scène pour parler aux noms des autres. Patrick Elvezy, devenu président de l'Espace Communautaire Lons Agglomération (ECLA), est alors un inséparable de « Mémé ». [note de l'auteur : désolé pour le surnom, on n'y est pour rien et puis « Mémé » Jacquet a bien été champion du monde, il ne faut désespérer de rien]. Il nous rencarde sur le contexte : Un lycée qui ferme, un comité d'action porté par la ferveur de l'air ambiant qui se réfugie à la MJC, et un seul meneur légitime d'un mouvement agglomérant pions, élèves et même professeurs... Jean-Luc Mélenchon 1er.

*Jean-Luc Mélenchon : 1968 et vous ?*

<http://dai.ly/x59b0j>

« Il avait cette autorité naturelle, ces références, cette culture, qui faisait que tout le monde acceptait son rôle de leader, même les profs. Je le revois encore prendre la parole au théâtre municipal de Lons. C'était plein à craquer de

gens, et il s'était avancé pour prendre la parole... Ses dons d'orateur, c'était déjà quelque chose ». Et ses dons de politiciens aussi. A l'automne, Mélenchon organisera la destitution souterraine de tous les délégués de classe qui lui étaient défavorables pour être calife à la place des califes. Mais ne dévions pas de sujet.



Jean-Luc Mélenchon et ses amis à l'été 68. - D.R.



A l'été 68, le futur trouble-fête du PS sent les prémices du succès : les filles du très propre sur lui Lycée Sainte-Marie se ruent aux AG pour boire les paroles du Che du Jura avec leurs yeux énamourés. « C'est sûr que mai 68 a fait sauter toutes sortes de barrières » plaisante Patrick Elvezy. Les deux amis prolongeront l'été en Espagne et au Portugal, « à dormir dans des campings et à traîner tard dans les arrières bars pour discuter politique avec les étudiants du coin ». L'intention est bravache aux pays de Franco et de Salazar, mais Mélenchon a toujours aimé se confronter à l'adversité quand il monte à la tribune.

## Le tournant du discours de Brest

En novembre 1997, le fondateur de la Gauche socialiste, à la gauche du PS, déjà, présente une motion contre le tout-puissant Hollande, alors adoubé par Lionel Jospin, Premier ministre triomphant. Une boucherie assurée, et pourtant, son discours « marque l'acte fondateur de sa carrière politique », nous explique Stéphane Allès, coauteur de Mélenchon Le Plébien en 2012. Presque en retard, au point d'être tancé par la présidente de séance, le dissident de l'intérieur fait vibrer l'assistance. « Quelle aventure ! Et qu'elle est belle d'une façon ou d'une autre, maintenant, notre France !

De nouveau la France, dans un monde affligé par les toutes puissances de la mondialisation libérale, quasi entièrement dominée par la toute puissance du modèle américain, la France, une fois de plus, parce qu'elle se gouverne à gauche. » L'introduction fait taire l'assemblée, la citation Mitterrandienne en conclusion la scotche à son siège.

A mon tour de vous faire une recommandation. Gardez-vous de l'hégémonisme et des excès réducteurs auxquels il peut conduire. Il serait inouï qu'on veuille la Gauche plurielle à l'Assemblée, au gouvernement, dans les élections, et qu'on la veuille, qu'on la souhaite monocolore dans nos rangs !  
(Applaudissements)  
La Gauche Socialiste n'est rien d'autre qu'un moment de la respiration naturelle du mouvement Socialiste dans son rapport à la société. Je vous laisse le soin d'apprécier si c'est une inspiration ou une expiration !  
(Quelques rires)

*Un extrait de discours de Jean-Luc Mélenchon en 1997. - Fondation Jean Jaurès*

« C'est vrai que son passage avait été très réussi, se rappelle sans effort Géraud Guibert, responsable national à l'écologie en 97, également convié à la tribune plus tôt ce jour-là. Je ne me souviens plus du tout du fond, mais la forme, quel talent. Cela dit, ce n'était pas un inconnu dans le parti, on savait de quoi il a été capable. » Gilles Savary, le député de la 9e circonscription de Gironde, a la mémoire encore plus enthousiaste: «Quand il lève les yeux aux ciels et qu'il invoque les mânes de Mitterrand, c'est fascinant. C'est son premier coup d'éclat face au premier socialiste à défendre la politique de l'offre, et il dit tout de la théâtralité du personnage.»

Mélenchon lui-même ne fait pas assaut de fausse modestie quand il se remémore l'instant, dans une interview à La Croix il y a quelques années. « Jouant de mon isolement, je m'étais référé à François Mitterrand, mort peu de temps auparavant, et qui avait dit : "Ne cédez jamais,

marchez votre chemin." Grand silence. Puis, levant les yeux, j'avais lancé : "Je marche, Monsieur." Moi-même, j'en avais la chair de poule... On m'a beaucoup redemandé ce discours. Mais c'est impossible. Le texte, bien sûr, reste. Mais un discours, c'est une œuvre d'art, on ne le fait qu'une fois. »

<https://youtu.be/0lgof679rQE>

« Tout est déjà là, analyse Stéphane Allès, les trucs lambertistes appris à l'organisation communiste internationale, comme de pointer vers la salle. Le tribun Mélenchon est né à Brest. » Avant de s'émanciper en dehors du PS et de continuer à régaler en leader du Front de gauche, puis en leader de la France Insoumise. Un discours hélas introuvable en intégralité sur YouTube, où « les répliques cultes » de Mélenchon prennent bien une heure de notre temps, si on s'y prend comme il faut. On se contentera donc de se repasser en boucle « les pudeurs de gazelle » au bureau avant le prochain débat présidentiel. Ça fait loin, le 4 avril, tout d'un coup.

Julien Laloye

20minutes.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

## Action de Mélenchon dans un McDonald's contre les multinationales



Le candidat à l'élection présidentielle "La France insoumise" Jean-Luc Mélenchon (D) devant un restaurant McDonald's le 25 mars 2017 à Paris  
© Lionel BONAVENTURE / AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle, a participé samedi avec des syndicalistes CGT à une action de blocage d'un restaurant McDonald's à Paris, pour protester contre la "rapacité" et la "cupidité" des multinationales et plaider pour une "harmonisation fiscale" européenne.

Arrivé peu après midi devant le restaurant McDonald's proche de la gare de l'Est à Paris, le candidat de La France insoumise a été accueilli par une dizaine de syndicalistes CGT, qui scandaient "Si t'aimes pas la fraude fiscale, tape dans tes mains".

Jean-Luc Mélenchon, venu "appuyer les luttes sociales", a fustigé le fonctionnement du groupe américain McDonald's, visé pour une plainte pour blanchiment de fraude fiscale et abus de biens sociaux.

"McDonald's est le symbole d'un système général de rapacité, de cupidité des multinationales qui pratiquent toutes la fraude fiscale", a déclaré le député européen.

Soupçonné de diminuer artificiellement ses bénéfices au moyen de redevances versées à sa maison mère européenne basée au Luxembourg, McDonald's est dans le collimateur du fisc français depuis plus de trois ans.

"Qui a décidé d'organiser cette triche gigantesque ? C'est Jean-Paul Juncker", le président de la Commission européenne, a accusé M. Mélenchon, qui a estimé à 75 millions d'euros le manque à gagner pour l'Etat.

Une enquête préliminaire a été ouverte début 2016 par le parquet national financier après le dépôt d'une plainte d'élus syndicaux contre McDonald's France pour "blanchiment de fraude fiscale en bande organisée".

"Le système de flux financiers qui circulent entre restaurants et maison mère affaiblit chacun de nos restaurants", affirme Gilles Bombard, secrétaire général du syndicat CGT McDonald's, avec pour conséquence "pas de bénéfices, donc pas d'impôts sur les sociétés et pas de prime de participation pour les salariés".

Le candidat de La France insoumise a salué l'action des employés, estimant que le pays "possèd(ait) une force d'indignation très puissante", dont la campagne a "besoin" mais "les affaires finissent par faire diversion", dans une allusion aux enquêtes visant le candidat des Républicains, François Fillon.

Interrogé au sujet des célébrations du 60e anniversaire du traité de Rome, Jean-Luc Mélenchon a plaidé pour "l'harmonisation fiscale et sociale" de l'Europe.

"L'Europe de demain ne sera pas celle d'aujourd'hui. A l'époque, Pierre Mendès France n'avait pas signé le traité de Rome (...) l'Europe du futur doit impérativement mettre en place l'harmonisation sociale et fiscale", a-t-il conclu.

Auteur : Par AFP

francesoir.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Présidentielle : se sortir de la crise politique



Photo cc Patrice Leclerc

Par Roger Martelli |

**À force de scruter le moindre frémissement des sondages, on en finirait par oublier l'essentiel : nous vivons à la fois une crise de régime et une crise exceptionnelle de la politique. Et ce n'est pas avec de l'arithmétique politique que l'on s'en sortira.**

N'utilisons pas ici les sondages comme des prédictions de vote : ils font sans cesse la preuve de leur fragilité. Lisons-les au second degré, sur ce qu'ils peuvent nous dire des soubassements contemporains de la politique [1].

Symptômes de crise

Le paradoxe fondamental s'énonce dès le début. En mars, quatre personnes interrogées sur cinq disent qu'elles sont intéressées par l'élection présidentielle, mais le même pourcentage à peu près considère que le débat politique s'appauvrit (78%) et près de neuf sur dix estiment que les hommes politiques parlent plus qu'ils n'agissent (86%).

Résultat : deux personnes sur trois seulement se disent certaines d'aller voter. Les plus décidés sont les retraités (75%), les plus incertains sont les ouvriers (62%). Si nous ajoutons à ces chiffres les 7 à 8,5 millions de personnes qui ne sont pas inscrites ou qui sont mal-inscrites sur les listes électorales, nous avons une petite idée de la crise démocratique que nous vivons. La majorité de la population en âge d'aller voter est en marge de la décision électorale.

Le résultat le plus significatif est dans l'incertitude profonde des intentions de vote elles-mêmes. 80% des interrogés disent qu'ils vont voter, mais 59% affirment qu'ils peuvent encore changer leur vote ! Si l'on projette ces chiffres sur le corps électoral français, nous en tirons une conclusion toute simple : un gros tiers (36%) à peine des électeurs se pense certain de son vote. L'incertitude du vote et le niveau moyen d'abstention des dernières années se conjuguent. Nous sommes constitutionnellement dans un

système politique majoritaire, centré sur une élection présidentielle à deux tours. Mais la seule majorité avérée est celle de ceux qui se sentent extérieurs au système. Nous voilà donc avec une majorité... minoritaire.

ANNÉE	DATE	ABSTENTION
2012	22 avril (premier tour)	20,5 %
	6 mai (second tour)	19,7 %
2007	22 avril (premier tour)	16,2 %
	6 mai (second tour)	16,0 %
2002	21 avril (premier tour)	28,4 %
	5 mai (second tour)	20,3 %
1995	23 avril (premier tour)	21,6 %
	7 mai (second tour)	20,3 %
1988	24 avril (premier tour)	18,6 %
	8 mai (second tour)	15,9 %
1981	24 avril (premier tour)	18,9 %
	10 mai (second tour)	14,1 %
1974	5 mai (premier tour)	15,8 %
	19 mai (second tour)	12,7 %
1969	1 <sup>er</sup> juin (premier tour)	22,4 %
	15 juin (second tour)	31,1 %
1965	5 décembre (premier tour)	15,2 %
	19 décembre (second tour)	15,7 %

La conséquence coule de source : l'élection présidentielle ne reposera sur aucune majorité, sinon fictive. Jamais, de fait, le paysage politique officiel n'aura été si éclaté, sauf au temps de la IV<sup>e</sup> République et de la guerre froide qui perturbait le libre jeu de la droite et de la gauche (il était obscurci par le clivage de "l'Est" et de « l'Ouest").

### Éparpillement

Grosso modo, les électeurs sont dispersés en quatre grands groupes, eux-mêmes faiblement homogènes : extrême droite, droite gouvernementale, centre gauche et gauche, si l'on s'en tient aux étiquetages courants. Nul ne peut parler de "son" électorat, comme les communistes et les gaullistes pouvaient le faire, il y a quelques décennies. À proprement parler, il y a des électeurs, pas d'électorat. Dès lors, la situation se fait inextricable.

Comme sous la IV<sup>e</sup> République, l'éparpillement nourrit la tentation du centre : pour gagner, il faut isoler les "extrêmes" et donc agglomérer une partie de la droite et une partie de la gauche. C'était le rêve de François Mitterrand lors de la présidentielle de 1988. C'était le pari d'Alain Juppé au départ de la primaire de droite à l'automne 2016. Les électeurs de droite en ont décidé autrement, mais leur candidat est pour l'instant en panne. Le centre de gravité est donc

passé du centre-droit désigné (Juppé) à un présumé centre-gauche (Macron).

Admettons provisoirement que la logique centriste fonctionne électoralement à l'occasion de la présidentielle. Le problème vient immédiatement après : pour gouverner, il faut une majorité stable de gouvernement, appuyée sur une majorité parlementaire durable. Or la IV<sup>e</sup> République a plutôt montré que, même si on le fait sortir par la porte, le clivage de la droite et de la gauche revient toujours par la fenêtre, à un moment ou à un autre. On peut, à la rigueur et par défaut, gagner au centre : on ne peut durablement gouverner qu'à droite ou à gauche. Ce n'est pas un hasard si, à peu près partout en Europe, les coalitions de type centriste finissent toujours par échouer. Le processus est plus ou moins rapide ; il n'en est pas moins inéluctable. De cet ensemble de constats, je tire pour ma part quatre conclusions provisoires.

### Débats de société

La première est la suivante : si le sentiment grandit que le débat politique s'appauvrit, c'est que ce débat s'est éloigné des débats sur les projets de société. Un projet de société, ce n'est pas une question technique ; ce n'est pas d'abord un programme, même si la dimension programmatique n'est pas absente. Un projet, c'est une manière de "faire société" : des valeurs, une visée, des critères d'évaluation, une méthode. Que veut-on ? L'accumulation continue et prédatrice des biens, des marchandises et des profits ? Ou le développement économe des capacités humaines ? Le jeu de la concurrence, de la gouvernance et du choc des identités ? Ou l'équilibre de la mise en commun, de la démocratie d'implication et de la solidarité ? Un projet, c'est du concret et de la cohérence. Force est de constater que les préoccupations apparentes de la scène politique, obsédée par les "affaires" et les "petites phrases", ne vont guère dans ce sens.

La seconde conclusion coule de source : le déclin du clivage droite-gauche n'est pas une bonne nouvelle. Il a perdu de son sens, pour des millions de gens. À force de faire en gros la même chose une fois au pouvoir, la gauche et la droite ont érodé ce qui faisait leur force : la dispute sur l'égalité et la liberté. Les grands stratèges de la droite et de la gauche ont pensé que les batailles se gagnaient en divisant l'adversaire et en grappillant des voix à la marge.

Ils ont oublié que la lutte politique se joue dans la capacité à mobiliser les familles politique en leur

noyau, et pas sur leur marge. Dans les années 1960 et 1970, le regain de participation électorale (notamment dans les catégories populaires) et la poussée de la gauche allaient dans la même direction, quand la gauche tout entière croyait à la transformation sociale. Depuis la fin des années 1970, la participation électorale recule continûment ; du coup, la force qui gagne (droite ou gauche) n'est plus celle qui gagne le plus, mais celle qui perd le moins. La politique perd de son sens social ; elle devient un jeu de stratégies. Fragilité démocratique...

De ce fait, la question des questions n'est pas de savoir qui peut le mieux parvenir au second tour. À gauche comme à droite, elle est plutôt de trouver ce qui peut le plus sûrement réactiver une logique à long terme de mobilisation des électeurs populaires. La droite, avec le Front national, a hélas un train d'avance. Si la gauche veut la rattraper, elle n'a qu'une solution : se demander ce qui peut, enfin, relancer le triptyque fondamental qui est sa raison d'être, celui de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité.

### La rupture, enfin

La troisième conclusion revient au point de départ : nous vivons ce qui est à la fois une crise politique et une crise de régime. La crise politique se surmonte par un travail obstiné sur les "fondamentaux", pour redonner du sens à ce qui l'a perdu. Il ne réussira pas sans un effort pour remettre à l'heure les pendules institutionnelles. La Ve République pensait avoir enfin trouvé l'eldorado constitutionnel. Elle voulait des majorités de mille ans ; elle est revenue à l'éparpillement de la IVe qu'elle vomissait.

En fait, il n'y a pas de mécano majoritaire institutionnel. Les majorités sont affaire de dynamique. Si l'on veut construire dans la durée, il n'y a pas de raccourci : il faut en passer par l'extension sans précédent de l'implication et de la souveraineté populaires.

Une République d'un nouveau type est nécessaire, Sixième de nom, mais première par sa méthode : pas seulement la représentation, mais l'implication, pas seulement la sphère politique, mais l'ensemble du champ social. Sixième, première ? Dans tous les cas, la République sociale, enfin !

La quatrième conclusion concerne la gauche. Il ne sert à rien de faire comme si le constat le plus évident n'était pas d'une simplicité biblique et redoutable : la gauche française est affaiblie. Elle

l'est, parce que depuis plus de trois décennies elle est dominée par les tentations d'un "réalisme" qui la pousse à composer avec la compétitivité, la flexibilité, la gouvernance et "l'ordre juste". Elle l'est, parce que, depuis plus de trois décennies, la place qu'occupait naguère le PCF à la gauche de la gauche s'est résorbée, sans que nulle autre ne s'impose à la place. Il faut donc toujours rêver d'une gauche rassemblée et populaire. Mais cela n'est possible que s'il s'agit d'une gauche qui fait reposer son esprit de responsabilité sur l'esprit de rupture. Ce n'est plus le cas depuis trop longtemps : cela doit le redevenir.

On peut donc toujours regretter que, face à la droite radicalisée, ne s'impose pas dès aujourd'hui une gauche ainsi rassemblée. Mais on ne surmonte pas l'état existant d'un coup de baguette magique. Un long processus de recomposition s'impose. Il devra se mener sans tarder, sans étroitesse, en usant de tout ce qui, dans la conjoncture, indique une possible marche en avant (par exemple la défaite de François Hollande et de Manuel Valls).

Dans l'immédiat, toutefois, la reconstruction passe, comme cela a été écrit dans ces colonnes, par un choix entre deux méthodes, incarnées par deux hommes, Hamon et Mélenchon. Il faut choisir, non pas pour éradiquer l'option que l'on ne retient pas, mais pour dire qui doit donner le ton, des tentations de l'adaptation ou de la volonté de rupture. Après tant d'années de marasme, il n'est plus temps de tergiverser.

### Notes

[1] À cet effet, l'enquête de référence sera celle d'Ipsos-Cevipof, qui a l'avantage d'être conduite en continu, par échantillons consécutifs (12.000 personnes, dont plus de 8000 se déclarant « certaines d'aller voter »).

regards.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Internet a-t-il tué le journalisme ?

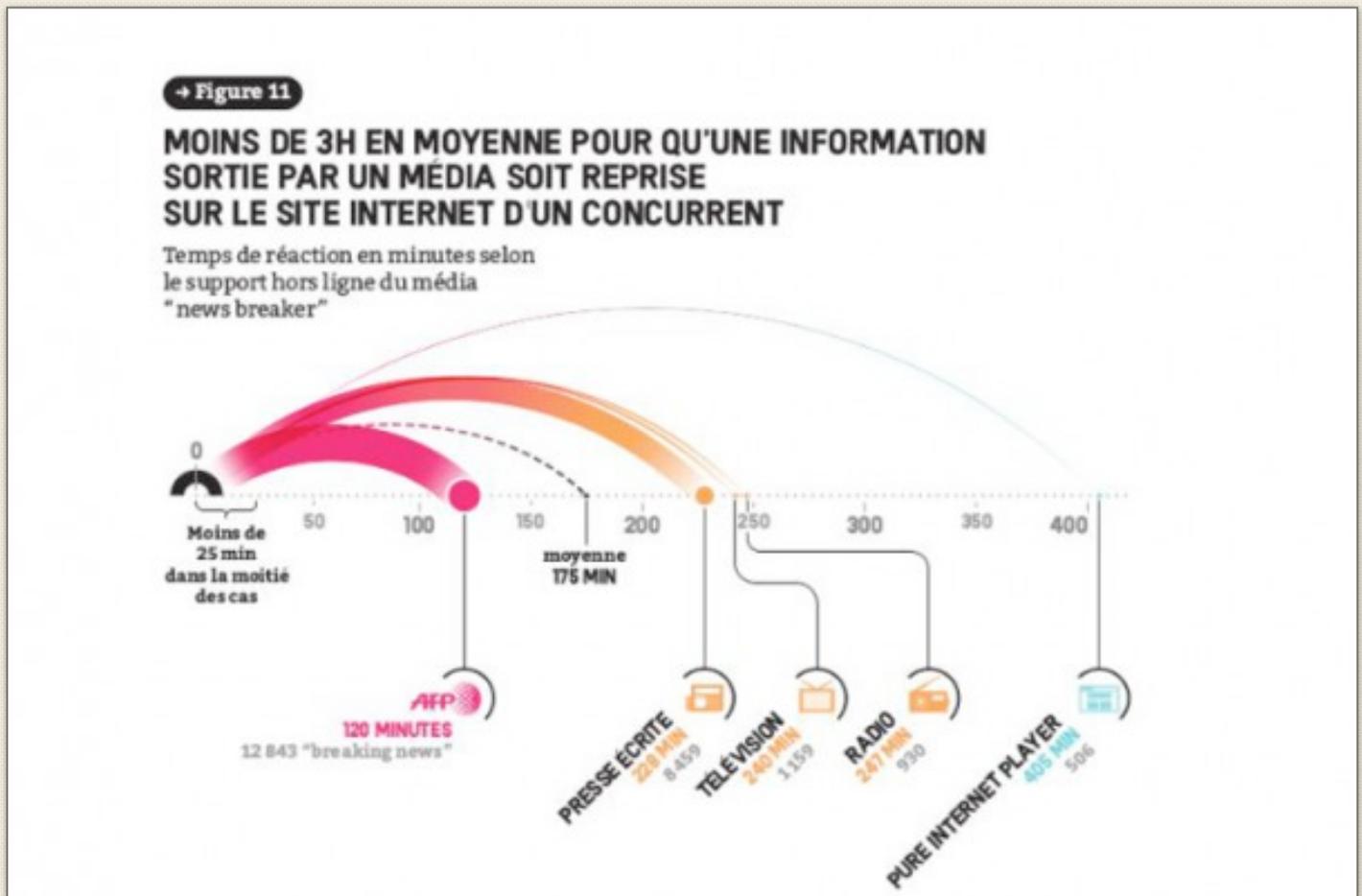


Illustration du temps qui s'écoule entre la sortie d'une information, et sa reprise dans un second média @ WeDoData, dans "L'information à tout prix"

Dans "L'information à tout prix", Julia Cagé, Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud tirent un constat édifiant pour la presse en ligne : **64% du contenu média publié sur le web serait entièrement copié/collé d'un autre contenu en ligne.**

Le journalisme en ligne a-t-il signé la mort de l'information originale ? L'économiste Julia Cagé s'est associé aux chercheurs de l'INA Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud pour sonder le taux de copié-collé des contenus publiés en ligne par différents médias, que ce soit les sites web des journaux papiers, les médias exclusivement numériques, ou bien les sites des radios et télévisions.

En plus des chiffres désastreux qui montrent à quel point les médias en ligne se copient entre eux, L'information à tout prix questionne aussi la réactivité des médias par rapport à un événement, la notion de réputation sur internet, et l'importance du nombre de journalistes dans une rédaction par rapport au nombre d'articles originaux produits.

### Le journalisme en ligne, un journalisme réactif

Si le journalisme en ligne a bien un avantage, c'est sa réactivité. La possibilité de travailler en flux tendu et de traiter l'information dès qu'elle est là, bien que les études menées par les trois auteurs sur une base de 2,5 millions de documents montrent que finalement, le cycle de publication en France s'étend majoritairement de 6h à 18h.

Et ces bases de données permettent de savoir combien de temps s'écoule en moyenne entre le moment où un média sort une information, et le moment où les autres médias vont la reprendre, voire la copier.

Derrière une moyenne de trois heures, les chiffres montrent surtout que la moitié des journaux reprenant une information d'un autre média sont publiés 25 minutes seulement après la sortie du premier papier.

Dans un quart des cas, cela ne prend qu'un peu moins de quatre minutes.

## 20H11 Les articles en ligne de plus en plus uniformes

Le Point - Il y a 15 heures

→ Plus de résultats pour "Les articles en ligne de plus en plus uniformes"

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes - Le Parisien

www.leparisien.fr/.../les-articles-en-ligne-de-plus-en-plus-uniformes-22-03-2017-67870...  
Il y a 15 heures - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de dépêches...

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes - Le Parisien

www.leparisien.fr/.../les-articles-en-ligne-de-plus-en-plus-uniformes-22-03-2017-67870...  
Il y a 15 heures - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de dépêches...

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes - Le Point

www.lepoint.fr/ Tech & Net  
Il y a 15 heures - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64 % des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de dépêches.

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes - L'Express L'Expansion

lexpansion.lexpress.fr/ Actualité économique  
Il y a 15 heures - Paris - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de ...

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes

information.tv5monde.com/ Nouvelles technologies/ Média  
Il y a 15 heures - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de dépêches...

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes sur Orange Actualités

actu.orange.fr/.../les-articles-en-ligne-de-plus-en-plus-uniformes-CNT00000Favek.ht...  
Il y a 15 heures - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de dépêches...

### Les articles en ligne de plus en plus uniformes (étude) - Internet ...

www.notretemps.com/ Internet facile/ Internet/ les dépêches  
Il y a 17 heures - Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% des contenus sont de purs copier-coller d'autres articles, en particulier de dépêches...

### Depeche - Les articles en ligne de plus en plus uniformes - France 24

m.france24.com/fr/20170322-articles-ligne-plus-plus-uniformes  
Les articles en ligne de plus en plus uniformes. Dernière modification: 22/03/2017. © AFP/Archives | Les articles en ligne se ressemblent de plus en plus: 64% ...

### Depeche - Les articles en ligne de plus en plus uniformes - France 24

www.france24.com/fr/20170322-articles-ligne-plus-plus-uniformes

Derrière l'AFP, RTL, Europe 1, BFMTV puis Le Monde et Le Parisien figurent également en

Il faut en moyenne 405 minutes (soit près de 7 heures) pour qu'une information révélée par un *pure player* soit reprise sur le site internet d'un média concurrent (ou par l'AFP). C'est près de deux fois et demie le temps moyen de réactivité. Comment expliquer cette « lenteur » relative ? Elle provient en partie de l'arbitrage auquel sont confrontés les journalistes entre rapidité d'une part et véricité de l'autre. Car les *pure players* souffrent en 2013 comme aujourd'hui d'un déficit de réputation par rapport à un certain nombre de médias traditionnels ; ceux-ci sont dès lors davantage incités à vérifier les informations publiées par les *pure players* plutôt qu'à les reprendre



Nicolas Cori @nicolascori

Mais pourquoi les infos des pure-players ne sont pas reprises par l'AFP (et les autres médias)? Réponse du rapport INA:

Et le fait d'être le "news breaker" cité en masse par les autres médias est d'une importance capitale pour les médias en ligne. C'est en effet là-dessus que repose leur réputation. Si l'étude de Julia Cagé et ses collègues de l'INA, montre que le fait de sortir une information originale n'a pas d'effet bénéfique à court terme sur le nombre de visiteurs d'un site d'information (puisque l'information est immédiatement partout), les chiffres montrent que sur le long terme, produire un article original par jour augmente de 14 000 le nombre de visiteurs uniques sur le site dans la journée.

## L'information originale, un enjeu de crédibilité

Être le "news breaker" est donc un enjeu considérable pour les médias en ligne, qui voient en plus les grandes affaires avoir une influence sur leur nombre d'abonnés. Comme mentionné dans le livre, les révélations des Panama Papers avaient eu un impact important sur les ventes du Monde. Mais Julia Cagé explique lors de la conférence de presse organisée pour la sortie du livre que c'est aussi comme cela que s'est construit Mediapart. Et si la place de Mediapart aujourd'hui en tant que média d'importance dans la révélation d'affaires n'est plus à prouver, les auteurs rappellent qu'au moment où leurs données sont récoltées (en 2013), ce n'était pas si évident. Les pure players ne jouissaient pas d'une réputation assez importante par le passé, et cela se voit dans le faible taux d'articles en ligne qui les citent comme source d'information.



peu importe @MateuilB

Canard enchaîné, Mediapart, France Inter, JDD, (...), fournisseurs officiels du parquet financier en 2017.



Melinda Davan-Soulas@Melinda\_DS

Quand l'INA pointe les contenus de plus en plus identiques sur le web, notamment de reprises AFP, et que l'@afpfr en fait une dépêche...

## Un cinquième des articles en ligne sont 100% originaux

Et comment fait-on pour reprendre si vite une information ? En copiant ce qui a déjà été publié. Mais ce chiffre donné de 64% de copié/collé dans une publication en ligne est à interpréter. Déjà parce qu'il ne correspond pas à 64% d'articles, mais de contenu. Un article peut donc contenir des parties de texte copié d'un autre, mais aussi des parties originales. Sont comptées dans ces parties copiées les parties en provenance d'un article publié sur le même site. En effet, pour un événement médiatique, les sites publient en général plusieurs papiers, les plus récents reprenant les plus anciens. Le chiffre le plus parlant est donc sans doute celui des papiers complètement originaux, qui représentent donc 21% du corpus étudié par les chercheurs.

Reprendre l'information est une chose, citer sa source en est une autre. Ainsi, les chercheurs se sont également penchés sur le nombre d'articles dans leur corpus qui citent leur source en reprenant une information, soit 42,5%. Moins de la moitié. L'AFP est bien évidemment le média le plus cité, de loin, et représente la source principale de près de 50% des papiers en ligne.

Le modèle économique de Mediapart est devenu une référence pour les médias en ligne. A la fin de l'étude, Julia Cagé, Nicolas Hervé et Marie-Luce

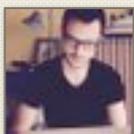
Viaud reprennent leurs résultats pour proposer des solutions aux problèmes que rencontre l'information en ligne. L'homogénéisation, la course au buzz, mais aussi la baisse du nombre de journalistes dans les rédactions et le temps de travail de plus en plus dense sur le web.

### Mediapart, le modèle idéal ?

Mais si le modèle de Mediapart fait des envieux, il pose aussi la question de ce que nous sommes prêts à payer pour avoir accès à l'information. A raison de 11€ par mois pour un abonnement, à combien d'autres abonnements sommes-nous prêts à souscrire ? Pour les chercheurs, la solution se situe entre le modèle du tout gratuit et le modèle du tout payant, avec le système du mur payant. Mettre à dispositions des informations gratuites à faible valeur ajoutée, et proposer en version payante des informations originales, à forte valeur ajoutée. Un système sur lequel s'appuie aujourd'hui le New York Times, pour contrer la chute de ses revenus publicitaires. A condition bien sûr que cela s'accompagne d'une réflexion autour du copyright, pour protéger les contenus payants d'être copiés sur des sites d'information gratuit.

### Une étude qui apporte des réponses... Et soulève d'autres questions

Si l'analyse proposée par les chercheurs de l'INA Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud, accompagnés de Julia Cagé, a des limites liées aux méthodes utilisées (les algorithmes ne sont jamais parfaits et ne prennent pas en compte le paraphrasage, l'étude ne s'intéresse qu'au web et ne prend donc pas en compte les contenus des versions papier des journaux repris sur le web, la définition de ce qu'est un événement médiatique peut se discuter...), elle a le mérite de tirer la sonnette d'alarme sur l'avenir du métier de journaliste et son adaptation à internet.



Thomas Vampouille@tomvampouille

L'équation à méditer est là.

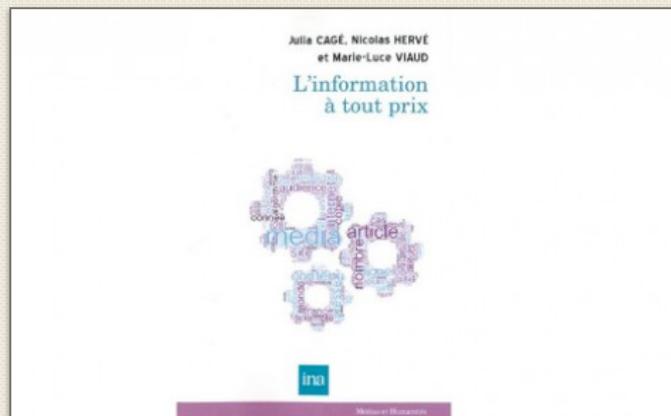
=> L'info originale, donc l'embauche de journalistes, est un investissement de long terme. Et INDISPENSABLE. [pic.twitter.com/Zra8NsVvk0g](https://pic.twitter.com/Zra8NsVvk0g)

Or, selon l'étude, augmenter de 1% l'effectif d'une rédaction accroît de 1,2% la production originale.

Puisque l'information est vite disponible ailleurs, il devient très difficile de monétiser une production originale, s'inquiètent les chercheurs. Accroître de 1% le contenu original n'augmente que de 0,018% le nombre de visiteurs uniques.

Le contenu original accroît pourtant la réputation d'un média et à terme le nombre de ses abonnés.

aujourd'hui, soit un retour en arrière de près de 20 ans dans le passé. Et que dire de la situation aux USA, qui, si la tendance se poursuit, ne compterait plus que 6800 journalistes en 2025. En conférence de presse, Julia Cagé résume ce qui a motivé son travail : "Le journaliste est une espèce en voie de disparition. Et nous pensons qu'il faut la sauver."



"L'information à tout prix", par Julia Cagé, Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud, aux éditions de l'INA.



par Erwan Duchateau  
suivre@ Erwan Duchateau

lesinrocks.com

LAPRESSEENREVUE.EU

En France en 2009, la carte de presse était attribuée à 37 904 professionnels, contre 32 038

## VI) A Rennes, un Mélenchon avec le sourire et «la force du peuple»

Par Rachid Laïreche, envoyé spécial à Rennes



Jean-Luc Mélenchon, à Rennes dimanche. Photo Thierry Pasquet pour Libération

**Le candidat de La France insoumise était en meeting dimanche, après une semaine plus que positive, du succès de sa marche pour la VI<sup>e</sup> République au doublement de Hamon dans les sondages. Il a dévoilé son nouveau slogan devant 10 000 personnes.**

On appelle ça une bonne séquence. Le leader de La France insoumise a passé une folle semaine. Sa marche pour la VI<sup>e</sup> République à Paris, sa prestation lors du débat et l'inversion des courbes – Jean-Luc Mélenchon a doublé Benoît Hamon dans les sondages. Aujourd'hui, il a un nouvel objectif : doubler le candidat de la droite, qui s'empêtre dans les affaires. Le candidat rêve toujours du second tour. Du coup, il s'est pointé à Rennes avec son plus beau, son plus grand sourire.

Jean-Luc Mélenchon a donné rendez-vous dans une grande salle, sur l'esplanade Charles-de-Gaulle, à quelques encablures de la gare. La foule patiente, les uns derrière les autres, tel un grand serpent. Garé à l'entrée, un camion avec des autocollants «Jean-Luc Mélenchon», «JLM 2017», «La France insoumise». Le directeur de campagne, Manuel Bompard, prend le micro et explique à quelques journalistes que le camion sillonnera la France dans les prochains jours afin de convaincre les indécis. Puis il présente la nouvelle affiche du candidat. On y voit Jean-Luc Mélenchon et un slogan, «La force du peuple». Une sorte de dédicace en direction de François Mitterrand et sa Force tranquille en 1981.

### Des «têtes d'œuf», des «brutes», des «crétins»

Les portes s'ouvrent. La salle se remplit à grande vitesse. L'organisation annonce 5 000 personnes à l'intérieur. Et une autre moitié à l'extérieur, qui guette le discours sur un écran géant. Un nouveau carton pour le tribun. Jean-Luc Mélenchon déboule à 15h30. Des applaudissements. Des «résistance». Il grimpe sur une petite scène. Il sort de sa manche un livre de poche, son programme, l'Avenir en commun, et clame, à sa manière, que c'est lui le candidat. Le député européen est en forme. Un mot sur le Salon du livre, un autre sur la ville de Rennes. Les présents se marrent, applaudissent.

Très vite, Jean-Luc Mélenchon change de ton. La salle se plonge dans le silence, sérieuse. Il s'adresse aux indécis, ceux qui doutent de la politique et de son monde. Il compte sur eux pour rafler la mise. «Un électeur sur deux ne sait toujours pas pour qui et s'il va voter. C'est un signe de l'extrême perplexité. Et c'est à cette perplexité qu'il faut répondre», dit-il. Au fil des mots, il s'adresse au pouvoir en place, à ses adversaires, sans vraiment les nommer. Il lâche des «têtes d'œuf», des «brutes», des «crétins». Il dit de Benoît Hamon : «Je respecte le code de bonne conduite que j'ai passé avec lui, même si lui ne le respecte pas.»

Deux moments frissons s'invitent au cœur de l'après-midi. Le candidat invite la Guyane, «nos petits chéris, la France en Amérique du Sud». Il lit une lettre. Celle d'un collectif guyanais qui a écrit au président de la République. Le public, écoute, sans un mot. Un silence fort. Puis il change de sujet, et monte dans les tours : «Dans ce pays, nous avons la honte d'avoir 2 000 morts par an dans la rue», dit-il avec colère. Le candidat marche à pas lourd sur l'estrade, le poing serré et se lance : «La rue ne tue personne, c'est la solitude, la misère, l'abandon qui tue. Et c'est ce système pourri qui est coupable.»

### Fillon, «personne ne le prend au sérieux»

Le temps passe. Le député européen parle de ses adversaires, notamment François Fillon. «Ce n'est plus possible de débattre avec lui, tout le monde se moque, tout le monde se marre, personne ne le prend au sérieux», dit-il avec un léger sourire. Les rires tombent des gradins. Jean-Luc Mélenchon – qui souhaite augmenter le smic de 175 euros – cible avec force le candidat de la droite et son désir de «mettre fin la durée légale du travail». Puis Marine Le Pen, qui «veut vous faire travailler 39 heures payées 39. Vous vous

*faites voler quatre heures supplémentaires». Sa manière à lui de retenir les ouvriers tentés par le Front national.*

Les deux heures de discours approchent et la conclusion aussi : elle est à l'image de l'après-midi. Le sérieux se mêle aux tacles (drôles), avec une dose de talent. Ça donne : *«On a quatre semaines à tenir et je me doute que je fais subir toutes sortes de campagne.»* Comprendre, des boules puantes. Il revient en 2012. La presse lui avait prêté des liens d'amitié avec le très droitier Patrick Buisson : *«On aurait cru que j'allais en pique-nique avec lui.»* La salle se gondole. Puis, un mot sur les parrainages pour le «diable rouge». Il argumente : *«Il y a un gars qui plaisante au Conseil constitutionnel et qui a déclaré que j'avais obtenu 666 signatures pendant que Fillon en récoltait 1789.»*

### **«Nous ne sommes pas cette femme»**

Avant de partir, Jean-Luc Mélenchon file un dernier taquet à Marine Le Pen. Elle a fait *«deux erreurs»* selon lui. La première : la rencontre avec le président russe, Vladimir Poutine. La seconde : sa discussion avec Vitali Milonov, un député russe *«antisémite, homophobe, ce n'est pas ça la France. Nous ne sommes pas cette femme»*, lance-t-il avec ferveur. *On a le sentiment que les présents ne veulent pas quitter les lieux. Ils en veulent encore un peu. Ils ont le droit à un conseil : «Ne confondez pas un mauvais caractère et avoir du caractère. Je compte sur vos têtes dures pour pourrir les repas du dimanche.»*

Rachid Laïreche envoyé spécial à Rennes

[liberation.fr](http://liberation.fr)



**A Suivre...  
La Presse en Revue**